

15 Juin 1848.

Prix : 5 centimes.

1<sup>re</sup> année. N° 15.

## ABONNEMENT.

Paris : 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép. : 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

## LE TOCSIN



## COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. D'Amélie, ouvrier.

Affranchir.

## DES TRAVAILLEURS.

SOMMAIRE. — Oui ou non. — Séance de l'Assemblée. — Les cendres de Napoléon. — Viendra-t-il ? — Prédiction sur les Bonaparte. — Réclamation. — Revue de l'étranger. — Faits divers.

PARIS, 14 JUIN.

## OUI OU NON ?

Avons-nous un gouvernement, n'en avons nous plus ? Hier on annonçait que M. Ledru-Rollin avait résigné ses fonctions, parce qu'il considérait comme un grave échec l'admission de Louis Bonaparte qu'il avait combattue. Pendant toute la journée, la démission du pouvoir exécutif en masse a semblé imminente, ne tenant qu'à un fil. Paris se réveillera-t-il demain avec un gouvernement, oui ou non ; c'est ce que nous ignorons encore.

Voilà quels embarras le gouvernement s'est créés, en s'opposant à un résultat inévitable. Lui était-il si malaisé de prévoir que le peuple réclamerait à grands cris la validité de la nomination du nouvel élu ? N'avait-il point d'yeux pour démêler au sein de l'Assemblée même une intrigue favorable à l'entrée du prince-citoyen, à titre de difficulté pour la République ou pour le Directoire ?

Dans la séance du 12 M. de Lamartine avait remporté une victoire contre Louis Bonaparte, grâce à trois coups de fusil et à un coup de pistolet tirés sur la place de la Concorde. L'insertion de ce bulletin de la conspiration dans son discours avait été d'un merveilleux effet oratoire. Hélas ! le lendemain ces terribles détonations se réduisaient à un coup unique, à un simple accident, si bien que l'éloquence de M. de Lamartine était accusée de conspirer avec les armes à feu pour dissiper les orages parlementaires. Bref, on n'a vu en tout cela qu'une pitoyable comédie. Pour que M. Ledru-Rollin, en succédant à son collègue, ne fût pas battu, il ne lui aurait pas moins fallu que la ressource d'un coup de canon à annoncer.

C'est demain qu'auront lieu les explications attendues aujourd'hui sur le sens du vote de l'Assemblée concernant M. Louis Bonaparte. Ce sera après ces explications, dit-on, que les membres du gouvernement prendront une résolution définitive.

Durant toutes ces oscillations du pouvoir, que se fait-il pour le peuple ? Il attend toujours, il attend éternellement que vous vouliez gouverner. Hélas ! vous ne savez pas même si vous restez, si vous sortez, et vous êtes à la merci de toutes les fluctuations de l'opinion et de l'Assemblée, comme des pilotes qui lâchent la barre à chaque coup de mer, à chaque rafale. Cependant la misère s'accroît, le travail et le crédit sont morts, et c'est dans de telles extrémités que nous voyons se perpétuer les débats stériles du régime parlementaire contre lequel les barricades de l'évrier ont protesté.

Louis-Philippe est à Londres ; la vieille chambre, avec ses discussions oiseuses, ses questions de cabinet et ses intrigues de portefeuille ou de présidence, est toujours au Palais-Bourbon.

Prenez garde ! lorsqu'on en viendra à juger les accusés du 15 mai, êtes-vous certains que l'opinion publique condamnera ceux qui ont déclaré l'Assemblée dissoute et improvisé une dictature nouvelle, si gouvernement et assemblée persistent dans ce lamentable refus d'agir, de faire, de gouverner ?

## Séance de l'Assemblée nationale.

Une vive agitation régnait dans la salle des Pas-Perdus, et les bruits les plus contradictoires y circulaient quand, tout-à-coup, on a vu les membres du pouvoir exécutif, à l'exception de MM. Arago et Lamartine, traverser la salle et se diriger vers le 15<sup>e</sup> bureau pour se consulter sur le parti qu'ils avaient à prendre. MM. Marrast, Pagnerre, Bac, Duprat, Frichon, Jean Reynaud, Glais Bizio, Pyat et une quarantaine de représentants, ainsi que tous les ministres, ont assisté à cette délibération.

L'Assemblée a repris la discussion du projet de loi sur les incompatibilités. Le citoyen Coquerel propose l'ajournement. Le citoyen l'Herbette le refuse. Les orateurs qui se succèdent dans les deux sens renouvellent des arguments débattus à la tribune sous le dernier règne et ressassés dans la presse à satiété. L'article premier a été adopté.

## Les cendres de Napoléon.

Si les cendres du captif de Sainte-Hélène se ranimaient, si, pour un moment, il retrouvait la vie et la voix, que penserait-il de la conspiration qui se trame sous l'égide de sa gloire ? Que dirait-il aux idolâtres qui invoquent son nom au bénéfice de l'un de ses neveux ?

« Vous me faites pitié.

« Bonaparte ou Napoléon, ne suis-je pas venu pour supprimer la légitimité basée sur la vertu du sang, et vous fabriquez avec le mien le vieux chrème que j'effaçai sur les fronts couronnés, vous inventez une légitimité napoléonienne !

« La Révolution fit une sanglante justice de ce privilège de la naissance ; à mon tour je l'ai tué, non par l'échafaud, mais par le trône éblouissant de la majesté d'un homme nouveau, te je rencontre après moi un Ccb'entz impérial, j'en rougis.

Fils de mes œuvres, j'ai vu les sceptres héréditaires fléchir comme des roseaux à un geste de ma main, à un souffle de ma bouche, et la Révolution elle-même s'enorgueillit de la génuflexion de toutes ces races royales devant le droit nouveau du monde : la CAPACITÉ ; et, vous, vous êtes les esclaves de ma propre race !

« Vous ne m'aimez pas comme de généreux enfants de la France ; vous m'aimez, sans me comprendre, comme des mamelouks et des janissaires.

« L'Empire ne fut pas le commencement d'une dynastie. Ce fut une dictature nécessaire peut-être pour épancher sur l'Europe le flot révolutionnaire de la France, et rétablir la paix en élevant le niveau commun de la civilisation. Le dictateur prit le nom d'empereur, et vous avez cru à la fondation d'un empire.

« Oui, pour accomplir ma grande mission européenne, j'y ai rempli le rôle de Charlemagne, de même qu'en Égypte j'y remplis celui de Mahomet. Dans l'Inde, j'aurais voulu ressusciter Brahma. Ma dynastie toute entière est en moi ; il ne reste de moi que mes œuvres immortelles et mes cendres périssables.

« Et c'est vous qui provoquez la France à adopter l'un des enfants de ma famille ? Qu'a-t-il fait ? Qu'il montre ses œuvres à la France, et que la France juge ; si le plus réel de ses droits est mon nom, vous outragez ce nom en en faisant l'enseigne d'une ambition sans titres.

« Ne savez-vous donc pas pourquoi la France m'a pardonné mon despotisme ? C'est parce que je fus fidèle à l'esprit de notre Révolution, en tirant du dernier des soldats, s'il était intelligent et brave, un maréchal, un prince, un roi. J'avais mis la vieille noblesse

dans mes antichambres, je recrutais ma noblesse nouvelle dans les rangs du peuple.

« D'où vient donc que vous prétendiez imposer à la France un enfant dont l'unique mérite, jusqu'à ce jour, est d'être né dans un coin de mon palais, d'avoir été bercé dans un pli de mon manteau ?

« Ce jeune homme est un insensé. Deux fois déjà il a voulu décider des destinées de la France, en parodiant mon retour d'Égypte et mon débarquement à Cannes. Deux fois il a joué avec mon chapeau, mon épée et mon aigle. Vieux enfants, prenez-vous au sérieux ce plagiat puéril d'un écolier qui se taille son thème dans les pages de mon histoire ?

« Hélas ! vous n'avez rien oublié, rien appris. Je devrais vous le pardonner, mes fidèles ; mais je ne fus grand que pour avoir toujours voulu être l'homme de la France, et je ne veux pas qu'avant la France vous fassiez passer... qui ? le diminutif de cet homme. Vétérans de César, vous profanez ma peau de lion quand vous y découpez le mantelet d'un Augustule !

« J'ai été le dernier maître du monde. En moi s'est éteinte la haute lignée des empereurs, et la France, après moi, a repris le cours de son affranchissement sublime que l'Europe imite. Je ne fus qu'un sinet dans le livre de sa liberté.

« Quoi ! depuis ma mort, deux révolutions ont témoigné du progrès de cette liberté, de l'émancipation irrésistible des masses, et vos yeux demeurent tournés vers l'empire. Vos cerveaux se sont-ils ossifiés, et depuis que je suis tombé, avez-vous cessé de penser et de voir ?

« Votre montre s'est arrêtée à Waterloo, votre soleil s'est éteint depuis cette heure fatale. Vous n'avez pas vu de jour en jour le peuple grandir, et prendre le chemin d'un avenir que j'avais aperçu du haut de mon cheval de bataille, que j'avais plus clairement découvert du haut de Sainte-Hélène. Pourquoi donc êtes-vous avec moi quand vous devriez être avec lui ? Napoléon est mort et le peuple est vivant.

« Le peuple, je le confesse, fut mon effroi ; je ne l'aimais que dans les camps. Mais si j'avais vu autour de moi cette population admirable qui sait se discipliner elle-même, qui a l'horreur du sang, l'enthousiasme de l'humanité et de la gloire, la foi dans son élévation, j'aurais voulu servir ce peuple, jamais je n'eusse osé songer à l'asservir, et à le lancer de la place publique sur le champ de bataille.

« Or, que faites-vous ? Vous le trompez indignement en lui jetant aux yeux la poudre de ma gloire, afin de lui faire accepter comme un sauveur je ne sais quelle statuette sculptée à mon image dans un morceau de mon granit... Respect au peuple, vieux traîneurs de sabres, et ne vous jouez plus à lui. C'est en lui seul que s'agit en ce moment le destin du monde. Princes et rois n'y peuvent rien. Ce seraient de misérables Pharaons s'efforçant de captiver tout un peuple ayant faim et soif de la Terre-Promise, et déjà la colonne lumineuse marche devant lui !

« Vous me faites pitié, vous dis-je... Aussi bien je suis sûr qu'en tout ceci vous êtes les dupes des intrigants de vieilles races qui se servent de vous pour combler le fossé et prendre le trône d'assaut ! Allez, sots braves, toutes les conspirations prendront un billet à la loterie du bonapartisme, sûres de gagner elles-mêmes si un Bonaparte est le gagnant, et vous n'y voyez pas plus que vos fourreaux.

« En voilà assez. Je ne connais qu'un Napoléon Bonaparte, c'est moi. Je reste dans l'histoire du monde l'homme d'une époque, le symbole de l'avènement du génie. Si j'ai des successeurs, je n'ai pas d'héritier. Qui dit le contraire n'est pas de ma famille, car il ne sait pas qui je suis.



## VIENDRA-T-IL ?

Les abords de l'Assemblée nationale ne désespèrent pas de curieux. On veut voir Louis-Napoléon Bonaparte, on l'attend comme s'il avait gagné la bataille de Marengo et celle d'Austerlitz. Quand viendra-t-il ?

Si nous sommes bien informés, le prince-citoyen fera son entrée incognito ; une voiture l'attend sur la route, à quelque distance de Paris, et l'introduira furtivement dans nos murs. On avisera ensuite aux moyens de le faire pénétrer dans l'Assemblée, sans exposer la foule à s'étouffer pour le voir. Ses amis, à ce qu'il paraît, y mettent de la prudence.

Une fois qu'il sera à la chambre, on compte sur une promotion rapide aux honneurs de la République. Le parti renonce pour lui à la couronne impériale. Quelle modestie !

Les débris de la vieille garde, et les douairières qui avaient un tabouret aux Tuileries quand l'N y brillait à chaque rosace, le faubourg Saint-Germain de l'empire et les vieilles culottes de peau, comme le peuple les appelle, soupirent après sa venue. Leurs beaux jours vont renaître.

Nous avons dit la part de tous les réactionnaires à cette conspiration. Si l'on en croit les bruits publics, tout le monde se cotise pour amener son succès. Si les Bonapartistes donnent des *Napoléons*, les légitimistes donnent des *Louis* et les orléanistes des *Philippes*. Tous les ennemis de la République se font les actionnaires de l'entreprise.

Et l'or de l'étranger n'est pas absent. Dimanche un million a été distribué à des agents secrets pour fomenter le désordre. Tout paraît prouver que la Russie paie pour renverser la République avec un Bonaparte. Une traite de trois cent mille francs est, dit-on, arrivée de Londres pour le même usage.

Voilà donc à quel rôle est descendu le neveu de Napoléon ! il est le mannequin de la réaction intérieure et étrangère !

Et par quels sots contes ne cherche-t-on pas à égarer le peuple de certains quartiers ! Hier, le bruit courait dans des groupes du quartier Saint-Jacques que Louis Bonaparte avait promis 40 millions pour sauver la France et 3 millions pour retirer les effets du Mont-de-Piété. Il n'en fallait pas davantage pour ranimer l'espoir de toute cette population que la misère dévore. 40 millions !... quel prestige quand on meurt de faim !

## PRÉDICTION SUR LES BONAPARTE.

Nous citons avec plaisir un extrait d'un livre publié en 1840 par M. Madrolle, sous le titre : *Les Grands de la patrie et ses Destinées en présence des Révolutions et des Puissances*. C'est une curieuse prophétie.

« Bonaparte, considéré comme homme d'Etat et comme chef de dynastie (je ne suis pas juge comme capitaine), est mort tout entier ;

« Et sa famille, qui n'a que son nom ou son opulence, inférieure à celle de Cromwell, qui avait du moins l'honneur d'être pauvre, sa famille tout entière est morte tout entière avec lui.

« Elle peut avoir comme une autre famille, mieux qu'une autre, si elle savait, ou si elle voulait, le bien particulier ; elle ne saurait avoir désormais que le mal et les malheurs publics en sa puissance.

« Ce n'est pas lorsque les vieux et les jeunes rois légitimes s'en vont qu'il peut désormais en venir d'autres.

« Le *Fils de l'homme*, Napoléon II lui-même, vivant, soutenu implicitement, et par les fausses grandeurs de son père, et par les grandeurs catholiques de sa mère, n'aurait pas même la chance d'un aigle voletant d'une cheminée à une cheminée de mairie de caporal ; caricature de l'aigle volant de clocher en clocher de Cannes à Paris, comme le 20 mars.

« Et le surnom d'Eugène Beauharnais, enfant adoptif chéri de la victoire et de Bonaparte, ayant pour arrière garde impériale implicite la Russie tout entière, ne ferait pas même baisser la faible balance dynastique de la France de Juillet.

« Un frère, un neveu de l'homme, un Bonaparte, enfin, proprement dit, peut conspirer, sans doute ;

« Il peut surtout échauffer, à la faveur d'un colonel écervelé, comme à Strasbourg, ou d'un Croymanqué (si le fait n'est pas fictif), comme à Paris.

« Il peut, si l'on veut, jouer le rôle, comme un autre, d'un prétendant, dans un siècle et dans un pays où

« Sous un roi citoyen, tout citoyen est roi...

« Pour rire.

« Le rôle de roi ou d'empereur d'un moment JA-MAIS.

Un Bonaparte, quelconque ne saurait jamais être qu'un cheval de Troie et un mannequin de révolution, que celle-ci jetterait bientôt de l'Hôtel-de-Ville à la borne. »

## RÉCLAMATION.

Notre journal est ouvert à tous ceux qui souffrent d'une iniquité politique ou sociale ; nous avons donc accueilli la lettre suivante adressée au citoyen ministre de la justice, dont nous publions les extraits caractéristiques.

Nous avons l'honneur de rappeler à votre souvenir, qu'une lettre, en date du 31 mars dernier, fut adressée par les sous-signés, demandant la révision d'un arrêt qui les a frappés d'une condamnation injuste ; n'ayant reçu aucune réponse, nous nous croyons fondés en droit à réitérer cette demande ; la justice étant égale pour tous, nous insistons !

Citoyen,

Au nom de la République pour laquelle nous avons souffert et combattu ; au nom de la République de laquelle nous n'avons jamais démerité, nous demandons justice et réparation ! Victimes d'une des plus odieuses machinations de la royauté, traînés sur les bancs de la cour d'assises de Paris, le 16 juillet 1847, par suite des accusations les plus monstrueuses et les moins fondées, nous fûmes condamnés sans preuves sur les dépositions mensongères et contradictoires de trois malheureux intéressés à racheter une partie de leurs forfaits à ce prix, à des peines afflictives et infamantes. Nous dont la vie a toujours été pure et irréprochable ! Nous, contre lesquels nos juges eux-mêmes n'ont pu invoquer un antécédent fâcheux ou équivoque, nous avons été flétris publiquement, et déclarés déshonorés, par le fait de cette flétrissure, les uns de leurs droits politiques, les autres de leurs droits politiques et civils.

En vain un cri d'indignation, parti de nos cœurs, est allé démentir l'accusation ; en vain nous avons protesté de notre innocence devant nos juges, en plein tribunal ; nos juges sont restés sourds : nous devons être condamnés ! On l'avait ordonné et l'on fut obéi.

Et pourtant, citoyen, nous étions innocents ! oui ! innocents ! car ces accusations, entassées les unes sur les autres, étaient autant de mensonges et de calomnies. Cette prétendue association avec des malfaiteurs, mensonge ! la caisse commune où devait être versé le produit des vols, mensonge ! le complot à l'exécution duquel ces fonds devaient servir, mensonge ! et ces moyens fabuleusement ridicules de bouleverser et de faire sauter Paris, mensonge ! et l'incendie, mensonge ! le meurtre, calomnie ! mais ne fallait-il pas que la royauté justifiait aux yeux du pays les demandes annuelles de fonds secrets ? Ne fallait-il pas qu'elle diffamât, qu'elle discréditât d'avance ce parti républicain qu'elle savait toujours prêt à prendre les armes ? Le moyen était monstrueux, ignoble, mais la royauté n'en était plus aux scrupules.

Et le peuple ignorant et crédule, le peuple trompé, excité par la calomnie, fut le premier à jeter l'insulte à ses défenseurs, et à demander comme autrefois le peuple juif qu'on crucifiait !

C'est ainsi qu'un jour que la royauté avait besoin de victimes, nous fûmes pris, jugés, et condamnés ; des individus que que quelques-uns d'entre-nous avaient connus comme ouvriers, s'étant mis à voler pour vivre, tombèrent entre les mains de la police, et la police se servit d'eux pour organiser le prétendu complot qui devait nous présenter à la société comme des monstres dont elle devait permettre qu'on la débarrassât à tout prix ; on nous prit, on fouilla nos domiciles, inutile de dire que rien ne se trouva qui put fournir la moindre preuve au prétendu complot ; on avait trouvé seulement quelques journaux, quelques chansons révolutionnaires ; une lettre de Gibot à Dejob, lettre intime d'ami à ami ; enfin quelques notes sur la physique et la chimie relevées à la bibliothèque. C'en était assez avec les faux témoignages de ces trois misérables, à qui l'on avait fait la leçon ; les brochures et les chansons servirent à constater l'opinion ; la lettre tordue, pressée, dénaturée, interprétée phrase par phrase, et mot par mot, de la manière qu'on en avait besoin dans l'intérêt de la cause, devint, avec le faux témoignage de ces trois misérables, la seule et unique preuve du complot. Quand aux notes sur la physique et la chimie, avec la bonne volonté et le talent du procureur du roi, elles constatarent suffisamment les moyens d'exécution. Voilà toute la vérité sur le prétendu complot qui nous fit condamner, savoir : Coffineau, à 7 ans de détention, Javelot aîné, à 6 ans de détention, Gibot à 6 ans de réclusion, Dejob à 5 ans de détention, Lefèvre et Delhougne à 5 ans de prison, et Dufour à 5 ans de la même peine. Sans, sous le poids préventif d'une condamnation par contumace qui n'a pas été prononcée, car la révolution est venue l'annuler, se joint également à nous pour la prompte révision de notre procès.

Pendant que les trois misérables qui servirent à nous faire condamner ne furent condamnés : Croux et Chabannes qu'à 5 ans de prison, et Gautier, à 2 ans seulement. Les uns étaient d'honnêtes ouvriers reconnus pour tels au procès, les autres des voleurs de profession bien et dûment convaincus.

Citoyen, nous protestons encore une fois de notre innocence et nous demandons la révision immédiate de notre procès. La République, il est vrai, nous a ouvert les portes de notre prison, elle nous a rendu la liberté, mais là ne doit pas se borner la réparation qui nous est due. Que nous fait, en effet, la liberté, si nous restons au ban de la société, si nous voyons une partie des hommes nous fuir et éviter notre contact, et si les ateliers se ferment devant nous ? Autant et mieux vaudrait ouvrir une seconde fois et refermer sur nous les portes d'une prison ; cela serait plus humain.

Citoyen, vous comprendrez que nous ne pouvons rester sous le coup d'une réprobation imméritée ; nous comptons sur votre justice et votre impartialité, et nous attendons avec confiance la prompte révision de notre jugement, et notre éclatante réhabilitation !.....

COFFINEAU, GIBOT, SANS, JAVELOT aîné, DELHOGNE, LEFEVRE (Félix), DEJOB, DUFOUR.

## Revue de l'étranger.

ALLEMAGNE. — La plus grande agitation règne dans toute l'Allemagne. La pensée du parti démocratique, de l'unité de pouvoir, fait de nouveaux progrès. Un journal de Francfort nous apprend ce matin que la grande assemblée du peuple à Worstadt (Hesse rhénane), du 6 courant, a protesté contre la résolution de la diète du 2 juin et en a demandé la dissolution à l'assemblée nationale constituante. Elle a voté en même temps une pétition pour solliciter une loi électorale, la dissolution de la deuxième chambre et la suppression de la première.

L'union se fait entre les partis et les villes. Le président de l'association démocratique de Marbourg a invité récemment les autres réunions à envoyer des délégués à une conférence générale. Le lieu du rendez-vous serait Francfort.

Non seulement ces invitations se font d'associations de ville à autres associations du même genre, mais ce qu'il y a de plus significatif, ces invitations sont formulées de telle sorte qu'elles convoquent surtout les travailleurs.

C'est une grande enquête sociale qui s'organise en Allemagne, et qui, si elle réussit, pourrait modifier profondément la situation politique des principautés.

— Hecker, le chef du mouvement républicain dans le pays de Bade, a été élu député par un des cercles du grand duché. D'autres républicains connus ont été également nommés.

PRUSSE. — Le prince royal de Prusse, député de Crowsitz, s'est présenté dans l'assemblée constituante ; quelques députés ont voulu le saluer, mais on a crié : Restez assis ! Le prince a protesté de son dévouement au roi et à la patrie, et a prié le président d'appeler son suppléant, ses occupations ne lui permettant pas de siéger.

Lorsque le prince de Prusse s'est présenté dans le sein de l'assemblée nationale, trente personnes qui étaient à la porte du palais ont crié : *Vivat !* Mais des huées et des coups de sifflets les ont réduites au silence. — Un homme bien mis avait voulu empêcher un enfant de siffler et le maltraitait ; mais le peuple irrité intervint, arrêta cet homme et le conduisit au poste. C'était un lieutenant d'artillerie.

## FAITS DIVERS.

— Depuis deux ou trois jours, tous les petits postes de Paris qui, depuis le 24 février, étaient desservis par la garde nationale, ont été confiés à la troupe de ligne et à la garde mobile.

— On a relevé hier au soir sur les trottoirs des rues et dans les Champs-Élysées plus de deux cents ouvriers qui étaient ivres-morts.

— Hier, un crieur de journaux, le plus chevelu de France, vendait rue Saint-Honoré les journaux napoléoniens perché dans un cabriolet-milord portant le n° 418. Un autre débitait la même marchandise du haut d'échasses de 10 pieds, sur les boulevards.

— Le citoyen de Bourqueney est nommé aspirant diplomatique à Constantinople ; le citoyen de Breteuil, secrétaire de la légation à La Haye ; le citoyen Humann, envoyé extraordinaire près l'électeur de Hesse. C'est une voie dont on n'a pas dévié un seul instant, depuis la proclamation de la République ; pour la représenter il faut être noble, dévoué au prétendant légitime ou à la famille d'Orléans. Les comtesses, les marquises, les baronnes sont reçues avec empressement aux affaires étrangères. Les républicains sont éconduits sans cérémonie.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 33.